

La MONTEE des POPULISMES EN EUROPE

15 mai 2013

Catherine Jeannin Naltet

Grande Maîtresse de la Grande Loge Féminine de France

Présidente de l'Institut Maçonnique Européen de la G.L.F.F.

La démocratie n'est pas un acquis immuable, elle est exigeante et surtout elle nécessite une attention constante, car elle est toujours menacée. L'histoire a prouvé que les crises économiques sont un terreau fertile pour la montée des populismes.

La crise économique se double, aujourd'hui, d'une révolution informatique dont l'impact sur le fonctionnement de la société est équivalent à celui de l'avènement de l'ère industrielle.

Cela déclenche une réaction de peur collective devant un monde qui change, en particulier pour les classes moyennes qui redoutent un déclassement de leur situation.

L'échec du multiculturalisme, dans la plupart des pays européens lié à la montée des immigrations dans un continent vieillissant, a créé un malaise identitaire. Le populisme l'a bien compris qui s'appuie sur la défense des identités nationales dites immuables, le travail réservé aux nationaux, la famille traditionnelle garante de la pérennité de valeurs nationales... On n'est pas loin de la devise de Vichy « Travail, Famille, Patrie ».

Et l'on sait bien que le populisme est le précurseur des pires nationalismes. Aujourd'hui, les partis populistes atteignent un score à deux chiffres dans une dizaine de pays de l'Union européenne.

Les partis populistes se sont trouvés deux boucs émissaires l'Islam, d'une part, et l'Europe d'autre part.

Ces partis veulent bien reconnaître l'Europe en terme culturel mais pas en terme politique. Pour eux, l'Europe est un héritage historique mais pas une construction politique.

Clairement les électeurs de chaque pays européen ne se sont jamais reconnus dans un destin commun de "citoyen européen".

Ce déficit de citoyenneté a toujours été encouragé par les candidats européens de tous les partis politiques nationaux qui agissent en fonction d'intérêts personnels et ne mettent pas au cœur de leurs discours électoraux une vision claire de la politique européenne. Ils sont souvent candidats par défaut, contraints par le nombre ou l'âge, voire le genre, de renoncer à leurs destins nationaux (c'est très souvent le cas en France). Ils excellent à faire passer la construction européenne pour une construction faite par des hauts fonctionnaires, par des élites ! C'est un étrange paradoxe qui permet aux champions du « repli national » de se faire élire dans l'hémicycle européen et d'influer négativement sur la construction de l'Europe politique.

Dès lors que les enjeux politiques européens apparaissent lointains. Lors des élections européennes, ce sont leurs gouvernements nationaux respectifs que les électeurs sanctionnent quand ils votent et non l'Union Européenne.

Or, la construction politique de l'Europe est une urgence !

Car certes l'Europe est un héritage, mais l'Union Européenne est aussi une construction qui depuis 60 ans a maintenu, à l'exception de l'épisode douloureux des Balkans la paix sur notre vieux continent.

« L'Union européenne a bien des difficultés à faire naître une identité politique consistante et complémentaire d'une identité nationale ». Elle ne valorise pas assez son héritage, son action et ses valeurs politiques. Sa communication reste froide et impersonnelle. Pour faire comprendre l'implacable réalité des faits, il faut parfois aussi faire chanter l'imaginaire !

Il y a lieu d'enraciner impérativement dans les consciences des citoyens européens les premiers souvenirs d'une Europe commune et, en cela, le Musée de l'Europe qui doit voir le jour prochainement apportera une contribution notable.

Il y a aussi, pour l'Union Européenne, l'urgente nécessité de prendre en compte les attentes populaires. Les ignorer, c'est faire le lit des populismes. L'Europe doit rouvrir le débat sur ses fondamentaux :

- Tout d'abord définir ses frontières. Où s'arrête l'Europe ?

- Assumer ses valeurs politiques et culturelles,

- Mieux défendre sa vision de l'identité européenne. Sa politique doit être en strict accord avec la Charte des Droits Fondamentaux,

- Etre en mesure de prendre des sanctions contre les Etats qui la composent et qui ne respectent pas ces droits (atteinte à la liberté de la presse, mesures discriminatoires contre les minorités, non-respect des droits des femmes, primauté du fait religieux sur le fait politique,...).

Le temps n'est plus aux simples remontrances sans conséquences.

Dans le respect de la Charte, l'Union Européenne s'est engagée à défendre les valeurs de tolérance, de liberté, de laïcité et à ne pas les laisser dévoyées par quelque communauté que ce soit générant en retour la montée des mouvements populistes

Face à la Crise, il faut plus d'Europe, toujours plus d'Europe ! Il faut oser défendre l'idéal d'une Europe politique ; déplacer les limites du champ des compétences que nous nous sommes imposées au nom de la sacro-sainte souveraineté nationale, établir d'urgence une politique fiscale commune qui permette enfin une cohésion économique dont l'Euro n'a été que le premier maillon.

Mais avant tout, l'Union Européenne, pour avoir une âme, doit retrouver le chemin de la solidarité

Face au libéralisme « à tout va » qui a montré ses limites, faire du bien commun le premier souci, en :

- *assurant la distribution des services et des biens de manière équitable,*
- *enrayant l'appauvrissement des plus nombreux pour l'enrichissement de quelques-uns,*
- *préservant les services publics protecteurs des plus faibles,*
- *encourageant toutes les participations citoyennes,*
- *faisant tout ce qui est possible pour une égalité de droits et de salaires dans les différents pays de l'Union*
- *renforçant la protection environnementale.*

La tâche qui attend les élus européens est particulièrement ardue mais elle est capitale.

Les élections européennes de 2014 sont les élections de tous les dangers.

Les partis d'extrême droite vont tenter d'investir le Parlement Européen.

A un moment qui conjugue le besoin de sortir d'une crise économique majeure et la mise en place de nouvelles compétences électorale, il faut faire des élections de 2014, le temps de la refondation d'une Europe politique.

Il faut que s'entende plus fort la voix des partis véritablement européens.

Il faut, en moins d'un an, inverser les tendances, informer les électeurs... défendre la construction européenne, définir une politique solidaire, mettre en avant dans les discours électoraux l'Europe en tant que telle. L'Europe qui a des atouts : elle innove, elle est forte de plus de 500 millions d'habitants...

La Commission européenne a dévoilé, le 8 mai dernier, douze nouvelles actions pour favoriser l'exercice par les citoyens de leurs droits ; il appartient à tout candidat à l'investiture européenne de relayer ces idées et ainsi de montrer l'action réelle des instances européennes pour la construction de l'Europe.

Lors de la prochaine élection sera appliquée pour la première fois une disposition du Traité de Lisbonne qui prévoit que le Parlement Européen élise, sur proposition du Conseil Européen, le président de la Commission Européenne.

Mais encore faut-il informer les électeurs de ces enjeux ! Encore faut-il les exhorter à sortir par « le haut » des difficultés majeures que nous subissons depuis cinq ans ! Encore faut-il leur dire qu'il faut se mobiliser pour réaliser l'idéal de Jean Monnet et de Robert Schumann... que tout citoyen européen a le pouvoir, en votant, « de faire de l'utopie d'aujourd'hui, la réalité de demain